

[Texte]

Le président: Merci, Monsieur Trudel.

M. Trudel: Merci, monsieur le président.

Le président: Votre temps est expiré.

M. Trudel: Merci!

Le président: Monsieur Lambert.

Mr. Lambert (Edmonton West): Mr. Chairman, I am glad to have seen this explanation, although I think at the last moment my colleague, Mr. Trudel, got onto an entirely different program not envisaged by the \$60 million. The \$60 million deals with departmental expenses and departmental projects that must be completed by May of this year. Therefore it is not in a three-year period.

I must say that I find this an awful way to proceed, and I am finding that Vote 5a of Treasury Board estimates is to become what you might call the general utility man in the preparation of estimates. A contingency item was always a very small item, and I have made a run back to 1968-69 when a new practice was brought in. The Minister and I discussed it at that time at some length. We saw an expansion of the contingency item into many scores of millions of dollars because this was, shall we say, the kitty from which pay increases were ultimately paid, some that had not been negotiated. This is following the introduction of collective bargaining. We have seen this particular item go up to \$100 million, \$80 million. Last year, it was \$75 million after there had been a change. Now we are going to \$120 million, the initial \$60 million undoubtedly being primarily, shall we say, that kitty for the pay list. Am I not right?

Mr. Drury: Mr. Chairman, I would not say that it is primarily a kitty for the pay list. It is, as the wording implies, to meet unforeseen contingencies. This is the purpose for which it has been used, to finance unexpected expenditures subject to subsequent appropriation by Parliament. Out of this kind of fund one would expect to pay, in so far as the Department of Agriculture did not have available funds, the sums agreed for reimbursement to farmers who suffered from climatic problems during the year. The advent of other unexpected and unforeseen items during the first year—that was what the original was for.

Now we have a very large single item spread across the whole range of government departments, the winter unemployment program, which was not envisaged at the time the main estimates were tabled in the House.

Mr. Lambert (Edmonton West): It should have been.

Mr. Drury: Here the appropriation is being sought under one heading rather than to try to distribute it now as between departments and list, department by department, in the supplementary estimates a program that has just got under way. This is likely to necessitate, during the period between January and May, shifts, as Mr. Trudel was suggesting, between departments and as some of their proposal plans do not materialize we can make available additional funds to other departments and still stay within the framework of the \$60 million.

[Interprétation]

The Chairman: Thank you, Mr. Trudel.

Mr. Trudel: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Your time has expired.

Mr. Trudel: Thank you!

The Chairman: Mr. Lambert.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur le président, je suis heureux d'avoir entendu cette explication, mais je pense néanmoins qu'à la dernière minute mon collègue, M. Trudel, s'est engagé dans un programme entièrement différent qui n'entraîne pas dans le cadre des \$60 millions de dollars. Cette somme concerne les dépenses et les projets ministériels qui doivent être terminés pour le mois de mai de cette année, et non pas au cours d'une période de trois ans.

Je dois dire qu'à mon avis il s'agit d'une façon vraiment curieuse de procéder et je me rends compte que le crédit 5(a) du budget servira de passe-partout. Les postes affectés aux dépenses imprévues ont toujours été peu importants et je fais un petit retour en arrière à l'année financière 1968-1969 lorsque une nouvelle façon de procéder a été introduite. J'en avais abondamment discuté à ce moment avec le Ministre. Nous avons assisté à une expansion de l'ordre de plusieurs dizaines de millions de dollars du poste consacré aux dépenses imprévues; il s'agissait pourrions-nous dire de la cagnotte permettant de payer en fin de compte les augmentations salariales dont plusieurs d'ailleurs n'avaient pas été négociées. Ceci suivait l'introduction du système de négociations collectives. Nous avons assisté à la croissance de ce poste qui a été jusqu'à atteindre 100 millions de dollars, ou 80 millions de dollars. L'an dernier, après un changement, il a atteint 75 millions de dollars. Nous allons maintenant atteindre 120 millions de dollars, les 60 millions de dollars que nous avions à l'origine constituant sans aucun doute cette cagnotte dont nous avons parlé pour les augmentations salariales. Ai-je raison?

M. Drury: Monsieur le président, je ne dirais pas quant à moi qu'il s'agit là d'une cagnotte pour les augmentations salariales. Il s'agit, comme le montre le libellé, d'un poste destiné à répondre aux dépenses imprévues. C'est à ce fonds qu'on a recours pour financer des dépenses imprévues devant faire l'objet ultérieurement d'un vote. C'est ce genre de crédit qui doit nous servir à payer, lorsque le ministère de l'Agriculture n'a pas les fonds nécessaires, les montants que nous étions convenus de rembourser aux cultivateurs qui ont souffert au cours de l'année des conditions atmosphériques. L'apparition d'autres postes imprévus et inattendus au cours de la première année—c'était à cela que devait servir le poste à l'origine.

Nous avons maintenant un poste unique très important qui couvre toute la gamme des ministères du gouvernement, à savoir le programme de lutte contre le chômage hivernal, qui n'avait pas été envisagé au moment où le budget avait été déposé à la Chambre.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il aurait dû l'être.

M. Drury: Les crédits sont ici regroupés sous une seule rubrique et non par ministère. Il s'agit de programmes en cours d'exécution. Il est aussi probable que des transferts auront lieu entre ministères au cours de la période de janvier à mai, comme l'indiquait M. Trudel; si certains projets ne peuvent se matérialiser, nous pourrions mettre des crédits supplémentaires à la disposition d'autres ministères sans pour autant dépasser le crédit global de 60 millions de dollars.